



COMMUNIQUE DE L'UNION DEPARTEMENTALE FO de HAUTE-LOIRE

Résolution de la Commission Exécutive de l'Union Départementale FO réunie
le Vendredi 16 Mai 2025

La Commission Exécutive de l'Union Départementale FO de Haute-Loire, réunie le Vendredi 16 Mai, a discuté de l'intervention du Président Macron du Mardi 13 Mai.

Une nouvelle fois, nous constatons que le président ne voit rien et n'entend rien. Il a décidé de poursuivre, sans aucune légitimité, ses politiques contre les droits et les acquis des travailleurs.

Parmi les annonces, Macron a exprimé le souhait de supprimer des postes dans l'ensemble de la fonction publique. Il annonce également la suppression du statut à vie pour les agents des collectivités et des hôpitaux ! **Pour la commission exécutive ces attaques contre la fonction publique sont inadmissibles et doivent être combattues ! Nous n'accepterons pas la remise en cause des statuts !**

Le président souhaite également que le gouvernement ouvre « *une conférence sociale* » sur le financement de notre modèle social en demandant d'aller chercher l'argent « *en dehors du travail* », c'est-à-dire par « *le biais de la consommation* » et donc de la TVA. Nous réaffirmons notre opposition au principe de la TVA sociale qui repose sur le dos et le porte-monnaie des travailleurs, des salariés précaires, des retraités et des privés d'emploi en lieu et place des cotisations. Ce n'est plus les salaires mis en commun qui permettent de financer la sécurité sociale. **Nous n'accepterons pas ce projet qui vise à répondre à la revendication principale des patrons qui ont toujours voulu s'exonérer de cotisations.**

Par cette conférence, il s'agit, une nouvelle fois, pour Macron, de tenter d'associer les organisations syndicales à la remise en cause de la sécurité sociale de 1945. **Nous estimons donc que, comme nous avons su le faire en ne participant pas aux sessions du « conclave » sur les retraites, notre confédération n'a pas plus sa place dans cette conférence qui en est le prolongement.**

Sur la question internationale, Macron confirme son statut de chef de guerre. Il confirme son engagement à poursuivre les économies de guerre pour pouvoir enrichir l'industrie militaire et les marchands d'armes.

Concernant la situation en Palestine, Macron refuse de parler de génocide à Gaza. Pour la commission exécutive les actes valent mieux que les larmes de crocodiles. Nous exigeons donc la cessez-le-feu immédiat et définitif à Gaza et en Cisjordanie, l'arrêt du blocus sur l'aide humanitaire, l'arrêt des livraisons d'armes à Israël, la suspension immédiate de l'accord de coopération entre l'Union Européenne et Israël tant que ce sera le gouvernement de Netanyahu.

Face à la situation catastrophique à Gaza, la commission exécutive décide de répondre favorablement à l'appel lancé pour une manifestation au Puy le samedi 24 Mai 10h30 Place Cadelade pour le cessez-le-feu à Gaza, stop au génocide, arrêt des massacres en Cisjordanie, appel à la paix.

Pour la commission exécutive, Macron confirme donc qu'il ne répondra à aucune de nos revendications. Mais parce qu'il est minoritaire et isolé, il sait qu'il ne pourra faire passer ses projets qu'en divisant la classe ouvrière et ses organisations de luttes en utilisant la répression et l'intimidation des militants et en développant les projets racistes et xénophobes. Nous rappelons donc qu'il ne peut y avoir de syndicalisme libre et indépendant sans démocratie et c'est pourquoi, **nous dénonçons les procédures de dissolution de l'association antifasciste « la jeune garde » et de l'association « urgence Palestine ».**

Pour le cessez-le-feu immédiat en Palestine, en Ukraine, comme partout dans le monde, pour la libération de tous les otages, de prisonniers politiques et de guerre, pour la défense des services publics, de ses agents et de leurs statuts, pour la défense de la sécurité sociale de 1945 et contre la TVA sociale, pour l'abrogation de la réforme des retraites Macron/Borne, pour l'augmentation des salaires, des retraites et des minimas sociaux, pour l'arrêt des licenciements, la Commission Exécutive estime nécessaire de préparer activement une riposte interprofessionnelle d'ampleur. Elle appelle ses syndicats à réunir et informer les salariés et à organiser le rapport de force nécessaire pour bloquer les politiques de Macron.

A l'unanimité